



ÉDITORIAL CES DÉROUTANTES AUTOROUTES

Les sociétés sont en constante métamorphose, c'est un truisme que de le dire. Il n'empêche que l'on a rarement connu des mutations aussi profondes, aussi rapides et aussi spectaculaires que de nos jours. Les sciences et les technologies interviennent massivement dans ces transformations qui ont de quoi donner le tournis. Nos villes tentaculaires semblent plus que jamais peuplées d'individus indépendants, à ceci près qu'ils sont interconnectés plus qu'ils le furent jamais. Les transports en commun l'illustrent bien, qui rassemblent des voyageurs qui s'ignorent ostensiblement parce qu'ils sont, d'une façon ou d'une autre, branchés dans diverses biosphères, qui n'ont rien de commun avec celles du voisin. Ils sont entassés les uns sur les autres, mais peuvent, dans le même temps, être en liaison avec des correspondants sur d'autres continents. Dès lors, de quelle sociabilité relèvent-ils ? Poser la question, c'est ne pas pouvoir y répondre. De cette perplexité est née la thématique de cette « Lettre » qui est surtout une invitation à pousser la réflexion plus loin.

L'évolution des sociabilités

La sociabilité des Indignés

Vincent de Coorebyter, membre de l'Académie royale de Belgique, président-directeur général du CRISP

Les aspirations des Indignés rejoignent des valeurs traditionnelles de la gauche, mais pas de la gauche marxiste ou sociale-démocrate. Leur inspiration est, sinon utopiste, en tout cas idéaliste : indignation morale, nouvelle démocratie soucieuse du peuple et de la planète, humanisation du capitalisme, solidarité concrète, recherche d'une vision à long terme, rénovation de la pensée, égalité et justice... Le mouvement peine — ou renâcle — à se donner des objectifs précis, un calendrier d'action et une méthode de négociation avec les autorités politiques auxquelles il s'adresse pourtant, puisqu'il s'agit d'un mouvement non révolutionnaire et non politique, qui n'a pas l'ambition de s'emparer du pouvoir par la force ou par les urnes.

La sociologie des Indignés explique cet état de fait. A la différence d'autres mouvements de protestation, les Indignés se caractérisent par leur appartenance à la classe moyenne et par la proportion importante, en leur sein, de personnes hautement qualifiées. Les Indignés traduisent la colère et l'angoisse d'une classe moyenne déclassée ou en voie de déclassement, qui se voit confrontée à la précarité alors qu'elle aspirait à une certaine ascension



SOMMAIRE

L'évolution des sociabilités

- La sociabilité des Indignés 1
- Comportements politiques et sociabilités territorialisées 3
- L'évolution de la sociabilité dans le monde médical 4
- Réseaux sociaux et nouvelles sociabilités 6
- Le nid, la toile, l'amitié 7



sociale ou, à tout le moins, à la sécurité. Les Indignés constituent ainsi une alternative, voire un antidote, au populisme, qui constitue un des modes de protestation récurrents des classes moyennes précarisées. Mais leur ancrage social, y compris parmi les couches les plus diplômées de la population, les coupe du monde ouvrier (ils n'ont pas scellé de véritable alliance avec les syndicats), de même qu'il explique la prédominance, dans leurs réponses à des urgences matérielles (logement, salaire, emploi, endettement, réchauffement climatique...), de solutions impliquant un changement des mentalités et une bonne volonté universelle. L'analyse et les perspectives sont d'ordre éthique bien plus que politique.

Le mode de sociabilité propre aux Indignés va dans le même sens. Le phénomène le plus frappant est la constitution d'une nouvelle nébuleuse de communautés locales, d'une multitude de regroupements physiques, de rassemblements pérennes ou temporaires dans des lieux symboliques. Que les injonctions au rassemblement aient été propagées par les fameux réseaux sociaux, c'est-à-dire par la voie informatique, n'y change rien : le mouvement frappe et interpelle parce qu'il renoue avec la vieille tradition de la descente du peuple dans la rue ou face aux lieux de pouvoir.

Le fait même du rassemblement constitue, pour les Indignés, un événement en soi, plus mobilisateur que les échanges par écran interposé : nombre d'entre eux ont témoigné qu'ils n'avaient encore jamais manifesté de leur vie et n'auraient pas imaginé le faire un jour. Ce n'est pas un truisme de remarquer que le mouvement se soude parce qu'il se soude, parce qu'il rassemble des individus tout étonnés de se retrouver là, d'être ensemble et de se découvrir des sensibilités communes et, surtout, un même adversaire, le monde de la finance ou, selon la formule fétiche d'Occupy Wall Street, l'oligarchie économique, le 1 % de la population qui détient les richesses et le pouvoir réel. En outre, selon un processus bien connu, le mouvement se soude d'autant mieux qu'il est perçu comme soudé. Méprisants au départ, les pouvoirs politiques ont fini par s'inquiéter de ces étranges rassemblements qui ne se dispersaient pas d'eux-mêmes, et ont mené des opérations de délogement ou de dislocation qui ont resserré les liens entre les manifestants, pénétrés d'un grisant sentiment d'identité collective du fait d'être sous le coup de la même menace.

Autre facette frappante de la sociabilité des Indignés, le mot d'ordre de l'égalité y prend des formes multiples et concrètes, qui vont bien au-delà de l'égalité subie que nous venons de pointer.

L'égalité est d'abord un mot d'ordre organisationnel. Les Indignés forment un collectif horizontal et mouvant, sans programme édicté par une avant-garde politisée, sans leader désigné ni autoproclamé, sans organisation fixe ou centralisée, sans distinction ni hiérarchie reconnue : ils fonctionnent sur la base d'un consensus évolutif et

d'un postulat d'autonomie permanente. Cet égalitarisme explique la présence, au sein du mouvement, d'anciens altermondialistes et de vieux militants de l'écologie radicale, et la relative absence de cadres syndicaux et de leaders de la gauche marxiste, inquiets devant tant d'angélisme et si peu de pragmatisme.

C'est que l'égalité est aussi une valeur morale et un impératif idéologique : elle ne s'est pas imposée aux Indignés parce qu'elle aurait été jugée plus efficace, mais parce qu'elle constituait une valeur commune, une évidence partagée. Et elle a d'autant mieux résisté aux velléités de structuration du mouvement que les nouvelles technologies permettent de rassembler sans ordonner, et que les regroupements locaux ont débouché, en Espagne en particulier, sur des gestes de solidarité concrète (prêt d'un logement, gestion communautaire des ressources...) qui faisaient de l'égalité une utopie réaliste.

Tout ceci semble faire des Indignés une alternative radicale, sinon au plan politique, du moins au plan culturel : ils figurent comme l'intrusion, au cœur de la société, d'un mode de pensée et de sociabilité qui rompt avec les règles dominantes. C'est d'ailleurs ainsi que les Indignés se perçoivent, comme le montre leur prétention à constituer une riposte à l'individualisme ambiant, dont l'arrogance du monde financier ne constitue à leurs yeux que la face la plus visible.

Il est permis de se demander, pourtant, si les Indignés ne constituent pas, comme tout mouvement de protestation — comme tout phénomène social en général —, le reflet et le produit de la société qu'ils entendent subver-

tir. Leur sens de l'utopie, du « tout est possible si nous le voulons », est conforme à l'idéologie dominante de nos sociétés techniquement avancées et éthiquement

décoincées, où chaque individu, muni d'une zapette, de temps libre et d'outils qui permettent d'entrer dans une foule d'univers virtuels, peut et doit choisir sa vie, ses valeurs, sa trajectoire et jusqu'à son identité sexuelle et son corps plus ou moins remodelé. Leur culte de l'égalité est en phase avec l'utopie consumériste et communicationnelle qui, depuis les années 1970, a achevé d'ébranler les anciennes hiérarchies sociales en donnant à chaque individu les mêmes droits de s'épanouir et de se connecter. Leur refus de tout leadership est la pointe avancée du mouvement de désaffiliation qui a frappé les grandes organisations structurées (Églises, partis, syndicats, armée...). Leur réticence à se donner un programme et des moyens de négociation participe de la défiance généralisée envers la politique instituée, qui reflète elle-même la résistance des hyper-individus contemporains à l'égard des règles et des contraintes.

Les Indignés n'échappent pas aux lois de la sociologie : ceux qui veulent refaçonner la société se sont laissés façonner par elle, puisqu'ils en participent.

Comportements
politiques et
sociabilités
territorialisées

Photo Philippe Maltot



Christian Vandermotten

Membre de l'Académie royale de Belgique, professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles

L'analyse des attitudes électorales a longtemps été marquée par des explications positivistes, sur une base de classes. Les communistes en France, les socialistes en Belgique se revendiquaient d'ailleurs comme « le parti de la classe ouvrière » ; à l'inverse, les libéraux apparaissaient comme le parti de la bourgeoisie, comme les catholiques, qui certes possédaient aussi une base populaire, mais souvent perçue par la gauche laïque comme trompée par la hiérarchie cléricale. Certes, cette vision pouvait trouver des confirmations statistiques : dans leur première géographie électorale de la Belgique, en 1956, De Smet et Evalenko montrent ainsi la bonne corrélation entre résultats socialistes et communistes et pourcentage d'ouvriers parmi les actifs, mais beaucoup plus en Wallonie qu'en Flandre.

Les évolutions qui accompagnent en Europe l'effondrement des industries lourdes et la disparition de la vieille classe ouvrière, la prolétarisation (de fait, mais souvent non idéologiquement perçue) de larges segments des petites classes moyennes traditionnelles, la nouvelle immigration qui s'amplifie à partir de la fin des années quatre-vingt, la complexité croissante des systèmes partisans qui accompagne ces mutations, rendent de moins en moins pertinentes ces interprétations mécaniques des attitudes électorales : on sait que plus d'ouvriers français votent pour le FN que pour l'extrême-gauche, que le PS français, qui n'est pas à proprement parler, il est vrai, un parti issu de la gauche ouvrière, réalise de bons scores dans le Grand Ouest ou dans les centres urbains gentrifiés. Sans parler évidemment des États-Unis, où la « conscience de classe » ne s'est jamais traduite en termes de vote pour un parti se revendiquant du mouvement ouvrier, même si les cols bleus votent plus pour les démocrates que pour les républicains.

Cela signifierait-il que l'interprétation des résultats électoraux devrait se faire essentiellement en termes de choix individuels, de charisme de personnalités, de théorie des jeux et que les structures de classes n'auraient pas un rôle majeur dans la détermination des comportements ? Une telle vision est démentie par les spatialisations des résultats, clairement non aléatoires. En fait, les structures sociales importent de manière déterminante, mais à travers de nombreuses médiatisations et hégémonies culturelles, au sens gramscien. Elles déterminent des sociabi-

Les structures sociales importent de manière déterminante, mais à travers de nombreuses médiatisations et hégémonies culturelles

lités politiques territorialisées, construites à travers des histoires aux temporalités différentes selon les endroits. Elles sont d'autant plus complexes à déchiffrer que les hystérésis, héritages de faits historiques aujourd'hui disparus, sont nombreuses. Ces hystérésis sont entretenues par les structures politiques d'encadrement, mais aussi de manière diffuse par les auto-reproductions familiales et les sociabilités locales, en ce comprises les influences du voisinage, les écoles, les mutuelles, les associations. Elles ont généralement une durée longue, mais peuvent s'effondrer rapidement si les structures politiques d'encadrement faillissent. À l'inverse, elles peuvent rendre difficile l'implantation de nouveaux partis, même si ceux-ci répondent à de nouveaux enjeux réels ou à l'émergence de nouvelles structures sociales. Une interprétation des comportements électoraux dans l'espace en recourant à des explications faisant une large place aux structures sociales ne peut non plus se fonder sur une vision dog-

matique et réductrice des structures de classes : celles-ci sont complexes, non homogènes. En outre, les appartenances de classes sont perçues à travers le biais des

histoires familiales et de la sociabilité territorialisée elle-même. C'est la différence entre la classe objective et la classe subjective.

La complexité des interprétations des cartes électorales qui résulte de ce qui précède ne peut en aucun cas ramener les explications à des seules « mentalités » régionales, qui apparaîtraient comme plus ou moins innées et a-historiques. Certes, les « mentalités régionales » peuvent exister et influencer les comportements sociaux, économiques et politiques, mais elles sont des construits historiques, dont l'analyse se doit de tenter de comprendre l'origine.

Illustrons ces propos par un inventaire, incomplet, des facteurs à prendre en compte pour interpréter l'existence en Belgique de terres socialistes, libérales ou catholiques, qui perdurent à travers les formes de socialisation accumulées, voire de la brusque suprématie ubiquiste de la N-VA en Flandre.

La formation du système partisan dans la Belgique censitaire du XIX^{ème} siècle est fondée sur l'opposition Église-État qui traverse les classes dominantes, recoupant partiellement celle entre agrariens et industriels.

Cette opposition possède une forte charge culturelle et idéologique et diffuse ainsi dans les classes et les élites intellectuelles intermédiaires ; elle va dès lors traverser le corps électoral au fur et à mesure de son élargissement avec l'abaissement, puis la disparition, du cens. L'encadrement politique de la paysannerie flamande par le bas-clergé et les élites rurales s'est imposé d'autant plus fort dans ce contexte que l'État, fonctionnant en français, apparaissait comme anti-religieux et n'ayant pas pu empêcher la crise structurelle séculaire de l'économie flamande. En outre, la structure de la propriété ne contribuait pas à assimiler domination foncière et poids d'une Église complice des grands propriétaires. On peut remonter plus loin encore et lier la pesanteur politique du catholicisme en Flandre aux conséquences de la forte émigration des élites urbaines flamandes vers les Pays-Bas lors de la Contre-Réforme. A l'inverse, les proximités sociologiques et politiques entre la gauche libérale et les élites socialistes, unies dans un même combat laïc, ont influencé le caractère réformiste précoce du mouvement socialiste belge.

Il faut aussi tenir compte de la chronologie de la révolution industrielle : précoce dans les bassins wallons, la conjonction d'une domination des secteurs lourds et d'un essor antérieur à la proclamation d'une doctrine sociale de l'Église y a favorisé la diffusion des doctrines socialistes ; plus tardive en Flandre (sauf à Gand et à Anvers), l'Église y dispose déjà de ses propres structures d'encadrement du monde du travail quand l'industrie moderne s'implante.

Il en résulte que même si le mouvement flamand possède un fondement économique originel – la crise séculaire de l'économie régionale – son iconographie dominante sera linguistique, culturelle et idéologique. Les réussites économiques de la Flandre après la Seconde Guerre mondiale, sur la base de l'essor d'un nouveau patronat

local et d'élites intermédiaires, conforteront l'orientation droitière du mouvement flamand et la revendication identitaire communautaire continuera à masquer l'économique, cette fois dans une perspective de non-partage des fruits de la prospérité.

Tout ceci explique aussi les différences locales dans la force des ancrages : ainsi, l'encadrement socialiste dans l'axe wallon est d'une force telle qu'il peut se maintenir, malgré l'affaiblissement de la classe ouvrière traditionnelle, en s'appuyant sur une large coalition des couches populaires, pensionnés, chômeurs, immigrés, employés dont les parents sont issus de la classe ouvrière, etc. Il résiste même aux sentiments xénophobes pourtant bien répandus dans ces bastions rouges. À l'inverse, même dans les quelques foyers d'industrialisation précoce où les socialistes flamands avaient pu s'implanter, leur encadrement n'a jamais pris un tel caractère hégémonique, de sorte que ces bases ont largement échappé au Sp-A et que la xénophobie des populations fragilisées s'est exprimée en faveur de l'extrême-droite ou de la N-VA, qui peuvent capitaliser sur l'histoire du mouvement flamand.

Les sociabilités territorialisées, leur histoire, expliquent donc les étonnantes permanences des cartes électorales ou de spectaculaires dichotomies spatiales à l'intérieur d'un même État. Les bases de classe sont bien présentes dans la compréhension de ces configurations, mais elles sont masquées, médiatisées, et peuvent renvoyer à des structurations sociales anciennes plutôt que contemporaines. André Siegfried avait déjà montré cela en 1913 dans son précurseur *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*. Toutefois, des ruptures de ces sociabilités peuvent intervenir en période de crise aiguë, entraînant alors des basculements brutaux des configurations électorales.



© Académie royale de médecine de Belgique



Janos Frühling
Secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie royale de Médecine de Belgique

L'évolution de la sociabilité constitue un problème général de notre société et touche d'une manière ou l'autre – bien entendu avec un décalage économique et sociétal – tous les peuples de notre planète. La petite réflexion qui suivra essaie de dégager quelques constatations quant aux répercussions de ce processus sur le monde médical en général et sur l'exercice de la médecine en Belgique en particulier. L'auteur de ces lignes étant descendu de sa charge de Secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Médecine de Belgique, regardant dans son rétroviseur, est particulièrement impressionné par l'évolution accélérée de sa profession, pendant les sept années de son mandat (2005-2012).

Pour définir la sociabilité au niveau médical, cette notion réunit une série d'interactions entre la profession médicale et la société avec ses contraintes économiques, sociologiques, juridiques, administratives ou psychologiques, aussi bien en ce qui concerne la médecine curative, préventive ou de santé publique. Énumérer et analyser toutes ces interactions dépasserait largement le cadre de cette évaluation succincte, forcément superficielle et nécessiterait des centaines et des centaines de pages d'analyse fouillée.

Pour étudier l'évolution de la profession médicale, notamment en ce qui concerne les jeunes générations de

médecins, nous devons déplorer l'exemple désastreux montré par le monde politique, les exécutifs de tous les niveaux (fédéral, communautaire, régional etc.) où les problèmes cruciaux ne sont diagnostiqués qu'avec retard (ou pas du tout), leur solution encommissionnée, en cherchant toujours une solution favorable pour les politiques jusqu'aux prochaines élections. Malgré la bonne volonté de plusieurs personnalités exceptionnelles, la majorité des problèmes sociétaux peut traîner facilement trois à douze ans avant que ne soit proposée une solution qui sera à ce moment dépassée. Ainsi l'exercice de la gestion saine et économique d'un hôpital par exemple relève de l'art abstrait et ouvre la porte aux solutions de débrouillardise *ad hoc*.

Le plus grand problème est constitué par l'effet néfaste de notre société actuelle mercantile sur la morale, l'éthique et la déontologie médicales. L'omnipotence de l'argent, le laisser-aller généralisé, le moral de travail abaissé et souvent éradiqué, la pression judiciaire, la loi asymétrique et anti-médicale sur le droit des patients (2002), entament de plus en plus la vocation, surtout des jeunes générations de médecins ou de futurs médecins.

L'*empowerment* des patients, résultante de la jurisprudence, de l'hostilité médiatique et de l'éternelle référence à l'internet –seule référence absolue reconnue– pousse les praticiens vers une politique médicale défensive et surconsommatrice ! Comme d'autres classes sociales ou branches professionnelles, les médecins commencent, partiellement à juste titre, à se dire qu'il faut obtenir tous les avantages le plus vite possible à n'importe quel prix, oubliant ainsi souvent plusieurs recommandations incluses dans le serment d'Hippocrate. Sous la pression de médias « people » et des écrans de télévision consultés huit à douze heures par jour par certaines catégories de la population, les frontières

entre les réalités du terrain et les innombrables séries télévisées hospitalières s'estompent. On n'exige plus que ces séries soient calquées sur la réalité médicale, on dit plutôt que tel ou tel praticien est une digne copie d'un faux héros d'une série quelconque. Dans ces conditions, le sens clinique et le temps occupé par le contact humain dans le cadre d'un colloque singulier sont de moins en moins exigés et présents. En outre, l'informatisation à outrance de la médecine a aboli le secret médical et grandement contribué à sa déshumanisation. Il est évident que dans ce contexte, le patient ressent en général une fracture par rapport aux représentants de l'*evidence-based medicine* et se tourne vers les différentes branches de médecines parallèles dont certains adeptes peuvent représenter une attitude assimilable à celle de gourous de n'importe quelle secte plus ou moins nuisible.

Les différentes branches de la médecine (recherche et/ou clinique) montrent également quelques traits caractéristiques apparus ces dix dernières années. En recherche, on ressent clairement la pression économique pour que les différents résultats obtenus dans le « Saint des Saints » des laboratoires, souvent de réputation mondiale, puissent être transformés le plus vite possible en

quelque chose d'économiquement tangible sous le biais de la recherche translationnelle reprise souvent par les firmes pharmaceutiques. Les mots clés spin-off, start-up etc. deviennent les incontournables de tout soutien de la recherche fondamentale dont les prouesses techniques des dix dernières années mériteraient mieux. Prenons un exemple : la vitesse vertigineuse avec laquelle la période de biologie cellulaire se faisait relayer en deux fois vingt ans successivement par la biologie moléculaire et la génétique aurait été quasi inimaginable il y a une génération.

Quant à l'enseignement, il est devenu le parent pauvre de notre époque, aussi bien au niveau primaire, secondaire qu'universitaire. La saga lamentable du *numerus clausus* médical en est la quintessence malheureuse. Si une société démocratique et libérale a besoin d'un *numerus clausus*, il ne peut être que qualitatif (introduit par ailleurs sans beaucoup d'états d'âme et avec beaucoup d'efficacité par nos collègues néerlandophones).

Même au plus haut niveau de la médecine clinique, universitaire ou assimilée, on subit quasi automatiquement la pression de notre société mercantile et dérégulée. Prenons l'exemple de l'appareillage médical diagnostique lourd : MRI, Pet scan, différents types de scanners, ou les appareils hybrides. Les firmes spécialisées jettent sur le marché, à un rythme effréné, des modèles de plus en plus perfectionnés, compliqués, et avant tout plus coûteux. Depuis à peu près vingt ans, aucun type de cet appareillage modifié à toute vitesse n'a pu être testé à fond pour voir dans quelle mesure il constituait un véritable progrès par rapport à ses prédécesseurs dans le diagnostic des différentes affections avec prolongation significative de la survie des patients, oubliant également les règles de

Nous devons craindre une déformation de notre structure médico-sociale vers une médecine à trois vitesses

base disant que le temps d'amortissement de ce type d'appareillage est de sept ans au moins. Il faut bien entendu saluer les vrais progrès dia-

gnostiques par exemple en ce qui concerne la radiologie interventionnelle, les magnifiques techniques endoscopiques où le progrès est linéaire et les répercussions pour les patients, sans discussion, positives. Mais il reste partout la pression, pour les hôpitaux et/ou les collègues ambitieux, de devoir suivre l'évolution technique effrénée pour ne pas être en retard par rapport à la concurrence. N'oublions pas finalement les deux merveilles techniques encore inimaginables il y a vingt ans : la méthode de navigation en neurochirurgie et la robotique chirurgicale dont le bilan est évidemment positif.

Malgré l'évolution qualitative impressionnante de la médecine, nous devons craindre une déformation de notre structure médico-sociale vers une médecine à trois vitesses, à savoir : la classe des exclus partiels pour raisons économiques, ceux qui bénéficient encore des soins standard d'aujourd'hui et, finalement, ceux à qui seront réservées les acquisitions récentes de médecine *high tech* pratiquée dans les palais « cinq étoiles », impayables pour les couches larges de la société.

Après ce bref survol -forcément incomplet- de l'évolution des sociabilités dans le contexte des soins de santé d'un

pays à haute culture médicale comme la Belgique, il ne faut pas nécessairement sombrer dans une critique poujadiste et pleurnicharde en rejetant le progrès, mais il faut veiller à ce que les effets négatifs de l'actuelle crise économique de l'Europe et les menaces de perte de l'importance mondiale de l'Europe occidentale ne détruisent pas définitivement la vocation et l'héritage humaniste du corps médical belge.

Même si l'évolution actuelle, fondamentalement négative du point de vue de la morale, de l'éthique et de la déontologie, paraît irrésistible, il ne faut pas l'accepter sans réaction, avant tout en préservant nos traditions humanistes séculaires, si pas millénaires, et en transmettant la quintessence dans le cadre familial et dans celui de l'enseignement universitaire aux futures générations de médecins.



Claude Javeau
Professeur émérite de sociologie de l'Université libre de Bruxelles

L'animal humain est membre d'une espèce sociale, entendez grégaire, au même titre que les cervidés ou les fourmis. On le dit aussi sociable, ce qui signifie qu'il se plairait en la compagnie de ses semblables. Le misanthrope est un personnage considéré de manière péjorative : on le traite d'« ours », animal qui ne passe pas pour vivre en troupeaux, ni même en petites escouades.

La sociabilité concerne l'ensemble des comportements qui indiquent le caractère sociable de l'homme en tant qu'espèce. Se parler, se sourire, s'embrasser, se donner de grandes (ou de petites) tapes dans le dos, échanger des plaisanteries, partager un repas ou une bouteille, etc. : selon les cultures, les indicateurs de sociabilité varieront, certaines favorisant la retenue, d'autres l'exubérance. Et même au sein d'une société, l'appartenance de classe, de genre ou d'âge, entre autres, se traduira par des marques de sociabilité différentes. Au sein de bandes de jeunes dans les lieux de relégation ne se pratiquent pas les mêmes codes et rites sociaux que dans les rallyes de la haute société, comme dans les manifs syndicales on ne se comporte pas de la même manière que lors d'un vernissage dans une galerie d'art. Ce sont là choses sans doute bien connues en principe, mais qu'il n'est pas inutile de rappeler : en dépit de tous les dispositifs d'enculturation postmodernes, visant une masse que l'on prétend curieusement marquée du sceau de l'individualisme¹, nous sommes encore loin de constituer une société homogène du point de vue des us et coutumes, même si certaines tendances à l'unification peuvent être mises en évidence.

Nous sommes encore loin de constituer une société homogène du point de vue des us et coutumes

sens fallacieux, car tout réseau a besoin d'un ancrage spatio-temporel, à l'instar des chemins de fer ou des oléoducs : en l'occurrence celui-ci est fourni par ce que nous appelons une société, avec ses armatures et ses institutions. Mais il n'est pas interdit de voir dans la société un ensemble de processus dynamiques inscrits dans la temporalité que nous appelons historique. C'est le grand sociologue et philosophe allemand Georg Simmel (1858-1918), l'un des pères fondateurs de la sociologie universitaire, qui a insisté sur la primauté de ces processus dynamiques, en substituant au concept de *Gesellschaft* (société) celui de *Vergesellschaftung* (traduit parfois par socialisation, à quoi je préfère *sociation*, pour éviter des confusions sémantiques). Dans ses conceptions théoriques, il a fait de la sociabilité la « forme ludique de la sociation » (*Spielform der Vergesellschaftung*) : les individus, qui sont constamment entraînés à entretenir des relations réciproques, se contentent alors de vivre celles qui relèvent de la sociabilité sur un mode de connivence en apparence désintéressée, n'ayant d'autre finalité que celle de « faire ensemble » dans une espèce d'harmonie non (ou peu) problématique. D'où l'importance de la « parlure vacante » (*small talk*), des propos sur des sujets considérés de commun accord anodins, de manifestations, fussent-elles forcées pour certains participants, de bonne humeur, etc. C'est le genre de conduite que l'on retrouve dans les cocktails, les pauses café, les fêtes familiales et d'autres occasions encore dont la liste serait longue. Ces occasions sont indispensables pour le maintien ou la maintenance du tissu social, avec les ritualisations qui les accompagnent.

Et en particulier en raison de l'extraordinaire succès des réseaux dits sociaux sur Internet. Ceux-ci se sont développés à une vitesse inattendue et ont semblé donner raison à Alain Touraine lorsqu'il prétend qu'il n'y a plus de société mais en échange des réseaux, ce qui est à mon

Les réseaux informatiques ne rentrent-ils pas dans ces pratiques de sociabilité ? Dans *Facebook*, en particulier, la dimension ludique ne semble-t-elle pas prédominer ? Rassembler des cohortes d'*amis* par simple manipulation d'un clavier et d'une souris, n'est-ce pas produire une *convention* au sens originel du terme, celui de convenir d'être réunis ? Mais la différence avec une occasion

¹ Je me permets à ce sujet de renvoyer à mon livre *Les Paradoxes de la postmodernité*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, 174 p.

effective de sociabilité saute aux yeux : les liens sont établis avec des inconnus qui peuvent se cacher derrière des pseudonymes ou des identités imaginaires. En dépit de son nom, *Facebook* ne fait que mimer une véritable relation de face-à-face. Certes, il n'est pas nécessaire d'être à portée concrète les uns des autres pour se trouver en situation de sociabilité à teneur ludique, l'usage du téléphone, entre autres par les adolescents, est là pour en témoigner. Mais dans les réseaux sociaux sur Internet, la dimension virtuelle est inéluctable : c'est en elle que se réfugie, dans la majorité des cas, la teneur ludique. Mais celle-ci peut n'être qu'un pastiche convenu (deuxième acception de la notion de convention).

Facebook et son petit frère *Twitter*, me rétorquera-t-on, servent aussi à diffuser des informations et des opinions qui ne relèvent pas nécessairement du simple jeu. On en conviendra. Mais recourir à ces réseaux implique quand même qu'on y tient une partie de joueur, consistant à doubler les habituels propriétaires de la compétence, aujourd'hui rebaptisée expertise. Cela permet aussi de se libérer de règles ordinaires de correction ou de bienséance, quand sur les réseaux circulent des propos racistes ou bellicistes. Le virtuel sert alors de refuge, et ceux qui y recourent jouent ainsi avec les normes généralement acceptées à un jeu du chat, et c'est le cas de le dire, de la souris².

On a sans doute exagéré le poids réel des messages sur la Toile dans l'évolution de la société

On a sans doute exagéré le poids réel des messages sur la Toile dans l'évolution des sociétés. On l'a vu à l'époque de ce que l'on a appelé le « printemps arabe », quand on a confondu, notamment en Tunisie, une jeunesse bourgeoise et francophone avec l'ensemble de la société civile. L'automne de l'islam est venu contredire les promesses

de manifestations de rue à Tunis, convoquées par lesdits réseaux. Si le pouvoir a pu être au bout du fusil, ce qui ne s'est pas toujours vérifié,

il n'est pas sûr qu'il soit au bout de l'ordinateur, du téléphone portable ou de l'un ou l'autre avatar des tablettes. L'histoire nous le dira, mais il faudra que la sociabilité se démette de son caractère ludique pour qu'elle passe à la vitesse supérieure. Jusqu'à présent, elle ne semble pas y avoir vraiment réussi. Il reste peut-être aux réseaux sociaux de devenir vraiment sociaux.

Comme l'écrit, l'image, le film, les messages engendrés par l'informatique peuvent être envisagés comme la meilleure et la pire des choses. C'est à l'intelligence humaine de veiller à voir la première branche de l'alternative l'emporter sur la seconde. Quand on voit ce qu'il est advenu de la télévision, on peut raisonnablement exprimer son scepticisme.

² On ne manquera pas de noter que ces réseaux sont sous la surveillance constante d'officines diverses, officielles ou non, ce qui constitue un danger non négligeable pour la démocratie d'opinion.



De nos jours, les amis ne se comptent plus sur les doigts d'une main, ceux du moins dont on s'autorisait à dire qu'ils étaient « vrais », qu'on savait que l'on pouvait compter sur eux dans le meilleur et dans le pire, dont on se savait accompagné sur le chemin de la vie, quelquefois jusque dans la mort. L'amitié s'était initiée parfois très tôt, dans les candeurs de l'enfance. Elle se construisait ensuite, au fil des affres de l'existence, comme se cultive une vigne, tantôt féconde, parfois moins, renaissant souvent, par-delà les éloignements, ou ces brouilles qui font les relations fortes.

L'amitié : une éthique et un art, ignorant les calculs et les appétits de pouvoir. On voit bien ce qui, dans d'autres

On a affaire à un attentat perpétré sur l'un des plus beaux mots dont les langages humains puissent s'enorgueillir

ordres que l'humain, pourrait être tenu pour de l'amour. Mais l'amitié semble spécifique à l'homme. William Blake, le grand visionnaire, considérait qu'elle lui était consubstantielle. « A l'oiseau, le nid ; à l'araignée, sa toile ; à l'homme, l'amitié », disait-il.

L'amitié est le premier stade de la socialisation. Elle en jette les bases, en définit les prémisses. Elle suppose, parce qu'elle postule une grande connaissance mutuelle de ceux qui la pratiquent, la confiance sur laquelle s'édifient bien des entreprises humaines. Elle se passe de contrats parce qu'elle est un contrat en soi. Elle permet, dès lors, de grands



Jacques De Decker

Secrétaire perpétuel de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique

accomplissements quelquefois. En art, en science, en politique, en affaires. Elle est une sorte de modèle sur lequel nombre d'associations peuvent s'appuyer. Elle est la pierre sur laquelle la société peut s'échafauder.

Il se fait qu'aujourd'hui le mot « ami » est galvaudé. On ne se fait plus d'ami au prix d'une progressive connaissance mutuelle, mais par technologique agrégation. Et ce qui est avant tout de l'ordre du qualitatif se mesure en termes quantitatifs. Il ne s'agit plus de modeler patiemment une relation au point de la rendre digne de s'appeler amitié. On se trouve admis comme tel dans le cercle à l'aveuglette, le but étant de grossir un nombre. Le contenu de la relation importe peu – du moins pour les premiers intéressés –, c'est la performance chiffrée qui compte.

On est livré à la dictature de l'arithmétique, et de la statistique. Cette approche ayant gagné tous les domaines, pourquoi la plus subtile des relations humaines y aurait-elle échappé ? Une œuvre d'art ne s'estime plus selon sa qualité propre, mais en fonction de sa performance mercantile. Un livre sera loué pour son tirage, un film pour ses recettes, une œuvre plastique pour sa valeur marchande. L'amitié passe elle aussi par la grande broyeuse du numérique, mot et concept-clé de l'époque.

On dira, à se stade du raisonnement, que l'on ne devrait pas s'attarder à ce point à une simple question de vocabulaire. Les « amis » que Facebook rassemble n'ont rien en commun avec Montaigne et La Boétie qui n'expliquaient leur lien que par leur identité à chacun (« Parce que c'était lui, parce que c'était moi »). Cela signifiait avant tout, en l'occurrence, qu'ils avaient pris le temps d'apprendre à se connaître avant de s'élire. Sur Facebook, rien de pareil : l'adoption, l'adoubement se contentent d'un clic furtif et, insistons-y, immédiatement public. Or, l'amitié, le plus souvent, suppose la confidentialité, voire le secret. Plus rien de semblable désormais : tout se joue sur l'immense place publique du réseau dit social.

Pour rester un instant sur le plan lexical : l'usage du terme « ami », dans ce genre de comportement, est abusif et mensonger. Comme il se généralise, faudra-t-il que s'en invente un autre pour désigner l'original et le distinguer de sa monstrueuse contrefaçon ? C'est peine perdue, bien sûr. On a affaire à un attentat perpétré sur l'un des plus beaux mots dont les langages humains puissent s'enorgueillir.

Trêve de considérations que l'on jugera byzantines, bien sûr. Qu'en est-il de la socialisation qui se trame à l'échelle de la planète et qui, pour ce qui ne regarde que Facebook, rassemble désormais un milliard d'adhérents, près d'un sixième de l'humanité et bien davantage lorsque l'on ne prend en compte que la population « connectée » ? S'agit-il d'autre chose que d'un emplâtre posé sur les plaies de la foule solitaire ? D'un substitut de contact, d'une prothèse communicationnelle qui prétend porter remède à la frustration d'une humanité atomisée, composée d'ilotes désorientés, qui ont substitué à l'amitié de l'homme la toile de l'araignée ?

LA LETTRE DES ACADÉMIES

Palais des Académies 1, rue Ducale, 1000 Bruxelles
Téléphone +32 (0)2 550 22 41
Fax +32 (0)2 550 22 41
Courriel : lettre.academies@cfwb.be

Quatrième trimestre 2012
Dépôt : 5000 Namur 1
N° d'agrément P501352 | autorisation de fermeture BC10708

Directeur de la publication

Jacques De Decker
alf@cfwb.be

Rédacteur en chef

Olivier Damme
olivier.damme@cfwb.be

Comité de rédaction

Arsène Burny, Olivier Damme, François de Callataÿ, Jacques De Decker, Augustin Ferrant, Janos Frühling, Laurent Hansen, Hervé Hasquin, Guy Jucquois, baron Roberts-Jones, Marie-José Simoen, Jean-Jacques Van de Berg.

Impression

InterCommunications sprl & E.M.E.

Tirage

3100 exemplaires

Éditeur responsable

Guy Jucquois
Rue de Hanret, 40
5380 Cortil-Wodon

Crédits photographiques

stock.xchng (<http://www.sxc.hu/>)

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs. Les textes peuvent être reproduits avec la mention « La Lettre des Académies ». L'abonnement est gratuit et peut être demandé auprès du rédacteur en chef.

Dépôt légal : 2011/9202/278
ISBN : 978-2-8066-0279-4
ISSN : 1782-5008

© Académie royale de Belgique, B-1000 Bruxelles, 2012.

► Cette lettre est produite par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique (ARB), l'Académie royale de Médecine de Belgique (ARMB), l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises de Belgique (ARLLFB), The Royal Academies for Science and the Arts of Belgium (RASAB), l'Union Académique Internationale (UAI).